

Ministère de l'Économie et de l'Innovation

PROGRAMME EXPORTATION

ORGANISMES

Cadre normatif

En vigueur jusqu'au 31 mars 2023

TABLE DES MATIÈRES

1. RAISON D'ÊTRE

2

2. OBJECTIFS

3

3. CLIENTÈLES ADMISSIBLES

4

4. PROJETS ET ACTIVITÉS ADMISSIBLES

5

5. DÉPENSES ADMISSIBLES

6

6. AIDE FINANCIÈRE (FORME, MONTANT ET TAUX)

7

7. MODALITÉS DE VERSEMENT

8

8. MODALITÉS GÉNÉRALES DE GESTION

8

9. RÉSULTATS VISÉS

9

10. ÉVALUATION

9

Le ministère de l'Économie et de l'Innovation est responsable de ce programme, ce qui inclut aussi son administration.

Le présent cadre normatif présente les normes ou modalités d'application du programme. Des paramètres de gestion administrative seront convenus au sein du ministère de l'Économie et de l'Innovation afin de permettre la mise en œuvre de ce programme.

L'analyse des aides financières reçues dans le cadre du présent programme se fera notamment en fonction de la politique de financement responsable du ministère de l'Économie et de l'Innovation en vigueur, le cas échéant.

1. RAISON D'ÊTRE

Le Québec est une économie ouverte. L'apport de son commerce extérieur est essentiel pour sa croissance. Il est important que le Québec maintienne, voire augmente, ses acquis sur ses marchés étrangers traditionnels, tout en poursuivant la conquête de nouveaux marchés. L'atteinte d'une masse critique des exportations sur les marchés émergents les plus prometteurs devrait faire partie de ses objectifs à long terme.

Les exportations sont importantes pour l'économie du Québec

Les exportations sont importantes pour l'économie du Québec. Elles sont responsables de 28 % de l'ensemble des emplois¹, soit 1,1 million d'emplois. En outre, elles contribuent aussi à la création et à l'augmentation de la richesse au Québec par son impact sur le produit intérieur brut (PIB). On estime que pour chaque dollar généré par l'économie, 0,31 \$ provient des activités d'exportation.

Toutefois, la part des exportations (internationales et interprovinciales)² du Québec dans le PIB du Québec, qui était de 61 % en 2000, n'est plus que de 45 % en 2013.

La mondialisation et la concurrence internationale s'intensifient

L'intensification de la mondialisation et de la concurrence internationale impose aux entreprises québécoises de s'ajuster à cette nouvelle réalité et aux nouveaux défis qui en découlent. De plus, l'insertion des entreprises exportatrices québécoises aux chaînes de valeur mondiales soulève des défis additionnels.

Les accords de commerce offrent de nouvelles perspectives d'exportation

Les différents accords de commerce entre le Canada et plusieurs pays ouvrent de nouvelles perspectives de marché à nos entreprises.

La contribution des PME aux exportations est majeure² au Québec

Près de 94 % des établissements manufacturiers qui exportent ont moins de 200 employés. De plus, ces établissements sont responsables d'un peu plus de 50 % des exportations totales (en valeur) du Québec.

Toutefois, seulement 10 % des PME exportent, le Québec étant à cet égard dans la moyenne canadienne (10,4 %), alors que l'Ontario est à 13 %. De plus, les exportations comptent pour seulement 30 % de leur chiffre d'affaires au Québec, contre 33 % pour l'ensemble du Canada³.

L'exportation favorise la croissance des entreprises

Le fait d'exporter contribue à la croissance des entreprises. On compte plus d'entreprises à forte croissance (augmentation annualisée de 20 % du chiffre d'affaires sur trois ans) parmi les entreprises exportatrices que parmi les entreprises non exportatrices⁴. Cela est aussi vrai au Québec qu'ailleurs au Canada.

Exporter offre des occasions d'affaires, mais comporte aussi des exigences

Exporter, c'est accroître les occasions d'affaires, consolider les marchés extérieurs actuels, réussir à mieux faire face à la concurrence, compenser la taille modeste du marché intérieur, accroître ses profits. Pour y parvenir, certains préalables doivent être satisfaits dont, entre autres : un bon diagnostic, une bonne connaissance du marché, des partenariats pour une commercialisation efficace et rentable, etc.

1 Pour les exportations internationales, la proportion est passée de 41,9 % en 2000 à 25,7 % en 2013 et pour les exportations interprovinciales, elle est passée de 19,3 % à 19,4 % du PIB.

2 *Registre des exportateurs*, Statistique Canada, 2011.

3 *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises (EFCPME)*, 2011, Statistique Canada.

4 *EFCPME*, 2011, Statistique Canada.

C'est pourquoi il est essentiel de soutenir les entreprises dans leur développement, et dans le renforcement de leur compétitivité à l'international. Il faut les appuyer dans leur consolidation sur les marchés où elles sont déjà présentes, et dans la diversification de leurs exportations vers de nouveaux marchés prometteurs.

En vertu de la Loi sur le ministère de l'Économie, et de l'Innovation (chapitre M-14.1.), le ministre a la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre des stratégies de développement et des programmes d'aide. C'est dans ce cadre que le Ministère souhaite poursuivre l'application du programme Exportation – Organismes (PEX-O).

Le PEX-O se veut intégré, simple et accessible. Il répond aux attentes exprimées par les porte-paroles des milieux d'affaires et des entreprises qui souhaitent une simplification des modalités de gestion des programmes gouvernementaux. Il se veut aussi un outil flexible afin de s'adapter rapidement à l'évolution du contexte d'affaires et à la nature des activités de promotion à l'étranger.

Cette démarche aidera les entreprises québécoises à disposer d'outils nécessaires pour appuyer leurs efforts dans la conquête des marchés étrangers ou hors Québec.

2. OBJECTIFS

Le programme Exportation - Organismes a pour objectifs de sensibiliser les entreprises québécoises au potentiel de croissance que représentent les exportations et, par la suite, de les soutenir dans le développement et la diversification de leurs marchés extérieurs.

Plus particulièrement par le biais des organismes, il vise les axes suivants :

Préparation à l'exportation

- Contribuer au renforcement de la capacité des entreprises à commercialiser leurs produits/services à l'international⁵.

Consolidation

- Appuyer les entreprises à réaliser de nouvelles ventes sur des marchés où elles ont déjà des ventes à leur actif.
- Aider les entreprises à réaliser des avancées commerciales significatives⁶ sur des marchés où elles ont déjà des ventes à leur actif.

Diversification

- Appuyer les entreprises à réaliser de nouvelles ventes sur des marchés où elles n'ont pas de ventes à leur actif.
- Aider les entreprises à réaliser des avancées commerciales significatives sur des marchés où elles n'ont pas de ventes à leur actif.

Date d'entrée en vigueur et échéance du programme

Le présent cadre normatif entre en vigueur au 1^{er} avril 2022 ou à sa date d'approbation par le Conseil du trésor, selon la plus tardive de ces deux dates, et arrive à échéance le 31 mars 2023. Les demandes d'aide financière pourront être autorisées en vertu du présent programme au plus tard le 31 mars 2023.

5 Renforcer la capacité de commercialiser à l'international implique de travailler à améliorer le potentiel à l'exportation de l'entreprise et ses connaissances de l'environnement d'affaires à l'étranger, faisant en sorte que l'entreprise augmente ses ventes et maximise ses chances de se démarquer face à la concurrence.

6 Une avancée commerciale significative est un résultat probant, autre qu'une vente, susceptible d'augmenter les possibilités de vendre sur un territoire géographique.

3. CLIENTÈLES ADMISSIBLES

Sont admissibles :

- les organismes à but non lucratif (OBNL) légalement constitués en vertu des lois du gouvernement du Québec ou du Canada et ayant un établissement au Québec, dont la mission, les objectifs et les actions s'inscrivent dans les orientations et les objectifs du Ministère en matière de promotion du commerce extérieur;
- les organismes des réseaux d'éducation et les établissements d'enseignement du Québec;
- les organismes qui exercent dans un secteur d'activité relevant d'un autre ministère peuvent être considérés admissibles, dans la mesure où leurs projets ne peuvent être appuyés financièrement, en tout ou en partie, par ce ministère.

Les organismes de tous les autres secteurs d'activité ne sont pas admissibles.

Ne sont pas admissibles les demandeurs qui se trouvent dans l'une ou plusieurs des situations suivantes :

- sont inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA,) incluant leurs sous-traitants, inscrits au RENA, prévus pour la réalisation de travaux dans le cadre du projet;
- ont manqué, au cours des deux années précédant la demande d'aide financière, à leurs obligations après avoir été dûment mis en demeure par le ministère de l'Économie et de l'Innovation ou Investissement Québec en lien avec l'octroi d'une aide financière antérieure;
- sont des sociétés d'État ou des sociétés contrôlées directement ou indirectement par un gouvernement (municipal, provincial ou fédéral) ou entreprises détenues majoritairement par une société d'État;
- sont sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LRC, 1985, chapitre C-36) ou de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (LRC, 1985, chapitre B 3);
- ont des comportements d'ordre éthique susceptibles de ternir, même par association, l'image d'intégrité et de probité du gouvernement;
- ont un domaine d'affaire touchant les éléments suivants :
 - la production ou distribution d'armes;
 - l'exploration, l'extraction, le forage, la production et le raffinage liés aux énergies fossiles, telles que le pétrole et le charbon thermique à l'exception d'activités visant une transition vers une économie sobre en carbone;
 - les jeux de hasard et d'argent, les jeux violents, les sports de combat impliquant toutes espèces vivantes, les courses ou autres activités similaires;
 - l'exploitation sexuelle, par exemple : un bar érotique, une agence d'escortes, un salon de massage érotique ou un club échangiste;
 - la production, la vente et les services liés à la consommation de tabac ou de drogues, à l'exception des interventions liées au cannabis et au chanvre industriel présentées à la section 4;
 - toute activité dont le sujet principal est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés (religion, politique, défense de droits, etc.).

4. PROJETS ET ACTIVITÉS ADMISSIBLES

Les projets des organismes incluant des ORPEX doivent s'intégrer dans une démarche structurée et stratégique et peuvent comprendre plusieurs activités. Ces activités doivent être axées sur la préparation à l'exportation, la consolidation ou la diversification des marchés extérieurs.

Les projets et activités admissibles, axés sur les besoins des entreprises, sont :

- activités de sensibilisation, formation et accompagnement d'entreprises prenant en compte les enjeux de digitalisation;
- études sur les enjeux du commerce international et sur le potentiel de marché de certains secteurs d'activité économique et territoires aux fins de promotion des exportations du Québec;
- accompagnement d'entreprises en mission commerciale, à des foires commerciales et des salons d'acheteurs étrangers tout en incluant les activités virtuelles;
- soutien au fonctionnement et aux activités d'un organisme régional de promotion des exportations (ORPEX), pour la prestation d'un service régional de promotion des exportations.

Dans le cadre de ce programme, en ce qui concerne les projets d'exportation pouvant impliquer l'industrie du cannabis et du chanvre industriel, les interventions financières régulières de type subvention seulement sont autorisées pour :

- les produits de grade pharmaceutique homologués par Santé Canada ou leurs ingrédients;
- les activités de recherche et développement sous licence de Santé Canada;
- les produits médicaux non homologués par Santé Canada, uniquement pour le chanvre industriel.

En lien avec les projets d'exportation de produits récréatifs impliquant l'industrie du cannabis et du chanvre industriel, les interventions financières ne sont pas autorisées.

Également en lien avec les projets de l'industrie du cannabis, les interventions financières ne sont pas autorisées pour :

- les produits médicaux non homologués par Santé Canada;
- les produits du cannabis additionnels, tels que les ingrédients alimentaires, produits alimentaires transformés, produits à usage topique, concentrés, teintures, capsules.

Par ailleurs, seuls les titulaires de licence en vertu du Règlement sur le cannabis peuvent importer ou exporter du cannabis, et ce, uniquement à des fins médicales ou scientifiques. (Se référer à la partie 10 du Règlement sur le cannabis).

Afin de se conformer aux conventions internationales sur le contrôle des drogues, l'organisme devra s'assurer que l'entreprise qui désire opérer dans l'exportation du cannabis à des fins médicales ou scientifiques doit être détentrice d'un permis d'exportation délivré par Santé Canada pour chaque envoi (se référer au cadre législatif défini par le gouvernement du Canada).

Analyse des demandes

L'organisme qui souhaite obtenir, dans le cadre du présent programme, un soutien financier pour la réalisation de son projet doit remplir un formulaire de demande d'aide financière et y joindre les documents requis selon la nature du projet.

Le processus de traitement des demandes d'aide financière (admissibilité, analyse et décision) relève du Ministère. Les demandes seront traitées et analysées en continu lorsque les documents requis ont été fournis par l'organisme, et ce, en s'assurant des disponibilités budgétaires et du respect des normes du présent programme.

Toute demande d'aide financière fera l'objet d'une analyse rigoureuse comprenant, notamment une appréciation :

- du lien entre le projet et les priorités du Ministère en matière de promotion des exportations;
- de la pertinence du projet par rapport aux besoins des entreprises;
- de la capacité de l'organisme à réaliser son projet avec succès en termes de ressources financières et humaines;
- des retombées potentielles du projet auprès des entreprises ciblées.

L'entreprise qui souhaite obtenir un soutien financier pour la réalisation de son projet doit joindre les documents suivants :

- la description détaillée du projet et le montage financier de celui-ci;
- ses états financiers des deux dernières années (ou ses états financiers prévisionnels pour les organismes en démarrage);
- les offres de service et les partenariats (le cas échéant);
- tout autre document requis selon la nature du projet (études de marché, plan de commercialisation, le CV des candidats, etc.).

5. DÉPENSES ADMISSIBLES

Les dépenses liées directement à la réalisation d'un projet ou d'activités sont admissibles.

Les dépenses suivantes sont considérées admissibles :

a) Projets et activités :

- la rémunération d'employés directement affectés au projet;
- les honoraires professionnels;
- les déplacements et les frais de séjour hors Québec;
- la location d'espace d'exposition ou de bureau;
- l'achat d'études de marché.
- les frais liés aux activités virtuelles

Les dépenses doivent être engagées durant une période continue de **36 mois** maximum.

Les honoraires professionnels et les frais de déplacements doivent être conformes aux normes gouvernementales en vigueur énoncées dans le Recueil des politiques de gestion du gouvernement du Québec.

b) Soutien au fonctionnement des ORPEX :

- les frais de fonctionnement désignent toutes les charges permanentes que doit assumer l'organisme pour rester en opération. Ces dépenses englobent les frais administratifs et de gestion ainsi que la rémunération.
 - Les frais administratifs et de gestion comprennent principalement les frais suivants : électricité et chauffage, loyer, assurances, fournitures, honoraires professionnels, tenue de livres et comptabilité, frais de gestion, frais de déplacement, formation et perfectionnement, publicité promotion et communications.
 - Rémunération : salaires, traitements et avantages sociaux.

Les dépenses doivent être engagées durant une période continue de **36 mois** maximum.

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- les dépenses engagées avant la date de transmission de la demande d'aide financière au Ministère, ainsi que les dépenses d'immobilisation, d'amortissement et les taxes de vente applicables au Québec.

6. AIDE FINANCIÈRE (FORME, MONTANT ET TAUX)

L'aide prend la forme d'une subvention non remboursable. Les taux ainsi que le montant de l'aide financière maximale varient selon le type de clientèle et la nature des projets présentés dans le tableau qui suit :

Aide financière (montants, taux d'aide et règles du cumul des aides gouvernementales)

Clientèle	Taux d'aide maximal	Cumul des aides gouvernementales	Montant de l'aide maximal
Organismes	50 % des dépenses admissibles.	70 % des dépenses admissibles.	500 000\$ par organisme par année⁽¹⁾⁽²⁾ ou 1 500 000 \$ pour une période maximale de trois ans.

⁽¹⁾ Une année correspond à une année financière gouvernementale du 1^{er} avril au 31 mars.

⁽²⁾ Exceptionnellement, dans le cas d'une aide financière accordée pour un service régional de promotion des exportations (ORPEX), le taux de cumul des aides gouvernementales peut atteindre 85 % des dépenses admissibles, sans que l'aide du présent programme puisse dépasser un montant maximum de 150 000 \$ par année. Cette aide financière est accordée pour les coûts de fonctionnement ainsi que les coûts liés à la réalisation d'activités ponctuelles de l'ORPEX.

L'aide financière accordée est déterminée en fonction des dépenses admissibles et en tenant compte du taux d'aide maximal et des règles du cumul des aides gouvernementales prescrits dans le cadre du présent programme.

Pour les activités de missions de prospection et les participations à une foire, des montants forfaitaires seront alloués en fonction de la destination et de la nature des coûts associés à ces activités. Ces montants forfaitaires seront établis en tenant compte des normes gouvernementales en vigueur énoncées dans le Recueil des politiques de gestion du gouvernement du Québec. Ces normes gouvernementales seront également tenues en compte en contrepartie des frais de déplacement et de séjour hors Québec (incluant ceux des visiteurs au Québec (clients et partenaires)), et ce, jusqu'à leur maximum prévu au Recueil des politiques de gestion du gouvernement du Québec.

Sont incluses dans le cumul des aides gouvernementales les aides directes et indirectes reçues sous la forme de contributions non remboursables (subventions, crédits d'impôt), de contributions remboursables (prêts, débentures convertibles, contributions remboursables par redevances, contribution financière à remboursement conditionnel ou tout autre type de prêt), de garanties de prêt et de prises de participation des sources suivantes :

- Ministères et organismes du gouvernement du Québec (identifiés dans les annexes 1 à 4 des états financiers consolidés du gouvernement du Québec);⁷
- Ministères et organismes du gouvernement du Canada (identifiés dans les annexes A et B des instructions des comptes publics pour les sociétés d'État et autres entités comptables)⁸.Entités municipales⁹ incluant les municipalités, les municipalités régionales de comté, les communautés métropolitaines et les agglomérations, ainsi que tout organisme légalement constitué dont au moins la moitié des membres sont nommés par, ou relèvent de, l'une de ces organisations.
 - Distributeurs d'énergie assujettis à la Loi sur l'efficacité et l'innovation énergétiques (RLRQ chapitre E-1.3).
 - Partenaires qui gèrent des sommes provenant de ministères ou organismes gouvernementaux.
 - Organisations contrôlées majoritairement par un ministère ou organisme gouvernemental.

⁷ Aux fins des règles de cumul des aides financières, la Caisse de dépôt et placement du Québec n'est pas un organisme gouvernemental au sens du programme.

⁸ Aux fins des règles de cumul des aides financières, le financement d'un projet par la Banque de développement du Canada et par Financement agricole Canada, ne sera pas inclus dans le calcul des aides gouvernementales s'il se fait par le biais d'une aide remboursable aux conditions du marché.

⁹ Aux fins des règles de cumul des aides financières, le terme *entités municipales* comprend les organismes municipaux au sens de l'article 5 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1).

Par ailleurs, dans ce calcul, tous les types d'aide gouvernementale doivent être considérés à 100 % de leur valeur.

Exclusion particulière : L'actif visé au paragraphe 1^o du premier alinéa de l'article 89 de la Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (RLRQ, c. G 1.04) n'est pas considéré dans la règle de cumul.

7. MODALITÉS DE VERSEMENT

L'aide financière est confirmée par la signature d'une convention d'aide financière à intervenir entre les deux parties, l'organisme et le Ministère. L'aide peut être versée en un maximum de trois versements par année financière gouvernementale, sur dépôt des pièces prévues à la convention. Cette convention précise, entre autres, les modalités de versement de l'aide financière :

- un premier versement sous forme d'avance, pouvant atteindre jusqu'à 25 % de l'aide financière à la signature de la convention (facultatif);
- les versements subséquents sont liés à des rapports d'étapes, incluant un état des dépenses;
- un dernier versement est prévu sur livraison d'un rapport final des activités réalisées et les résultats obtenus, des états financiers annuels de l'organisme, ainsi qu'un rapport financier signé par la personne autorisée de l'organisme bénéficiaire confirmant les dépenses engagées et acquittées et le financement réalisé. Le dernier versement doit correspondre à un minimum de 15 % de l'aide financière.

8. MODALITÉS GÉNÉRALES DE GESTION

Tout engagement financier du gouvernement du Québec n'est valide que s'il existe sur un crédit un solde disponible suffisant pour imputer la dépense découlant de cet engagement conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

Toute aide financière accordée doit faire l'objet d'une convention de subvention qui précisera les obligations de chacune des parties ainsi que les modalités de versement de l'aide financière. Parmi les obligations de l'organisme, celui-ci devra aviser le Ministère sans délai et par écrit s'il reçoit ou accepte toute autre aide financière pour réaliser le projet.

L'organisme devra fournir :

- les pièces justificatives qui démontrent qu'il a réalisé le projet conformément à ce qui était prévu à la convention d'aide financière, et ce, concernant les montants forfaitaires accordés pour certaines activités;
- pour le projet dont les montants d'aide ont été établis en fonction du taux d'aide maximum, les pièces justificatives correspondent aux montants encourus par l'organisme.

L'aide financière ne peut être combinée à une aide financière provenant d'un autre programme du Ministère, y compris ceux du Fonds du développement économique.

Les demandes d'aide financière reçues, accompagnées des documents exigés prévus à la section 4 pourront être autorisées selon les normes du présent programme au plus tard le 31 mars 2023.

9. RÉSULTAT VISÉ

Le programme vise le résultat suivant :

- l'accroissement du nombre d'entreprises ayant recours aux services d'un ORPEX.

Cette donnée pourra être complétée lors de l'évaluation du programme avec les informations du suivi de gestion et l'indicateur suivant, si applicable :

1. Nombre d'emplois créés ou sauvegardés dans les entreprises soutenues.

De plus, en vue de tenir compte des orientations ministérielles pour l'aide au fonctionnement des organismes, les conventions de subvention des organismes soutenus devront inclure les indicateurs suivants :

1. Proportion de l'aide financière du MEI dans les revenus totaux de l'organisme.
2. Ratio des apports des entreprises et des partenaires dans les projets et les activités de l'organisme soutenu, par rapport à l'aide financière du Ministère pour ces projets et ces activités (effet de levier).
3. Frais administratifs en pourcentage des dépenses annuelles totales de l'organisme.
4. Proportion des salaires de haute direction par rapport aux dépenses totales de l'organisme.

10. ÉVALUATION

L'évaluation du programme se fera conformément à la décision que rendra le Conseil du trésor et son échéancier sera consigné au Plan ministériel d'évaluation des programmes. Le rapport d'évaluation du programme sera transmis au Secrétariat du Conseil du trésor suivant son approbation par le Ministère.